

LA FRANCE DE 1945 à 1958

A. LA FRANCE DE LA LIBERATION 1944/1946 : De Gaulle et le GPRF

1. Une situation difficile

- Bilan désastreux :
 - Démographique (surtout des civils : bombardements et déportation)
 - Economie en ruine ; budget de l'état vide
 - Moral : collaboration avec les allemands pendant la guerre et déportation vers les camps de concentration
- La restauration du pouvoir :
 - Le GPRF (Gouvernement Provisoire de la République Française) présidé par **De Gaulle** est reconnu par les alliés en octobre 1944 (libération de Paris le 25 août 1944)
 - De Gaulle nomme au gouvernement Thorez, secrétaire du PCF pour pouvoir dissoudre les « milices patriotiques » constituées de résistants communistes qui contestaient son pouvoir.
 - Epuration : près de 10 000 exécutions sommaires de personnes soupçonnées à tort ou à raison de collaboration sous le gouvernement de Vichy ⇒ Nécessité de créer des tribunaux pour rétablir l'état de droit.
 - Pétain et Laval (dirigeant et 1^{er} ministre du gouvernement de Vichy) sont condamnés à mort. La période de la collaboration et du gouvernement de Vichy est vite oubliée.

2. Une France nouvelle (1945)

- Nationalisations : pour sanction : Renault mais surtout pour la reconstruction rapide de la France: énergies (EDF, GDF, ELF, Charbonnages), banques, assurances, transports (Air France)
- Planification indicative : commissariat au plan avec **Jean Monnet**.
- Sécurité sociale pour tous

3. Une nouvelle république ?

- Faut-il revenir à la III^e République? Referendum = 96% de non. (1^{er} vote des femmes !!)
- Election d'une assemblée constituante : PCF 26% (Thorez), SFIO 23% (section Française de l'Internationale Ouvrière), MRP 24% (Mouvement républicain Populaire avec Schumann). **C'est le tripartisme** : 3 partis de gauche car la droite a été déconsidérée par Vichy
- Conflit entre l'assemblée réclamant un pouvoir législatif fort et De Gaulle un pouvoir exécutif fort
- De Gaulle démissionne pensant qu'on le rappellera le 20 janvier 1946 + (**discours de Bayeux**)#voir compléments
- Referendum pour la nouvelle constitution : 1/3 pour, 1/3 contre, 1/3 abstention. Les espoirs d'une ère nouvelle après la libération s'effacent. Désenchantement. Vincent Auriol (SFIO) et nommé président de la république.

B. LA 4° REPUBLIQUE

1. Les institutions

- Régime parlementaire : (Législatif = parlement = assemblée + sénat) Le législatif contrôle complètement l'exécutif (président de la république + président du conseil = 1° ministre)
- Suffrage proportionnel qui favorise les petites formations politiques puisque le % de voix obtenues à l'élection détermine le nombre de sièges. Pour obtenir une majorité il faut la coalition de plusieurs partis => gouvernements de coalition qui empêchent la formation de majorités stables.

2. Le tournant de l'année 1947

- Les tensions avec le PCF
 - Problèmes avec les colonies : Le PCF, suivant l'URSS, est contre le colonialisme et donc pour l'indépendance des colonies.
 - Problèmes sociaux dus au blocage des salaires , à la forte hausse des prix et au chômage => grèves soutenues par le PCF => révocation des ministres communistes qui ne pouvaient pas, en même temps, être contre et dans le gouvernement = fin du tripartisme.
 - Plan Marshall refusé par le PCF. Le PC est isolé dans une opposition durable => Grèves insurrectionnelles. Peur de la révolution et d'une démocratie populaire.
 - Le plan Marshall est accepté par le gouvernement sans les communistes
- Les tensions avec les gaullistes
 - Création du RPF (Rassemblement du Peuple Français) dont l'objectif est de changer de constitution. Aux élections municipales d'octobre 47 il obtient 40%. => crainte d'une dictature militaire

3. Difficulté à réunir une majorité stable

- 3° force : SFIO, MRP + droites. Les partis de droite vont prendre de + en + d'importance .
- Instabilité politique : 22 ministères en 12 ans. Seuls Pinay avec sa politique monétaire (emprunt gagé sur l'or) et Pierre Mendès France réussiront à susciter l'adhésion.
- Pierre Mendès France est aussi apprécié car
 - fin de la guerre d'Indochine en avec les accords de Genève en 1954
 - Il engage le processus d'autonomie interne en Tunisie en 1954
 - Mais il échoue avec la CED (Communauté de Défense Européenne). L'armée européenne ne verra pas le jour, les français craignant le réarmement de l'Allemagne.
 - Il est renversé après avoir proposé des réformes pour l'Algérie

2. Mais œuvre non négligeable :

- Sécurité du territoire dans le cadre de l'OTAN
- reconstruction rapide avec les \$ du plan Marshall
- Début des 30 glorieuses (mais inflation : le franc est souvent dévalué et perd 90% de sa valeur par rapport au \$ de 1946 à 1958)

3. Début de la construction européenne : Monnet et Schuman cherchent à faire une Europe supranationale (les Etats-Unis d'Europe) avec : la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) puis le traité de Rome en 1957 = CEE (marché commun)

4. Le « borbier colonial »

- La guerre d'Indochine qui se termine par les accords de Genève en 1954 signés par Pierre Mendès France et Ho Chi Minh et qui donnent l'indépendance au Laos, au Cambodge et au Vietnam, coupé en 2 le long du 17° parallèle : Vietnam du nord : communiste et Vietnam du sud : Capitaliste.
- La guerre d'Algérie et la fin de la 4° République
 - **1954** : Insurrection algérienne, en Novembre 1954, assassinat de Colons. Chefs : Ahmed Ben Bella, Krim Belkacem. Des modérés comme Ferhat Abbas les rejoindront.
 - **En 56** la Tunisie et le Maroc sont indépendants et une large autonomie est donnée l'Afrique noire en 58. Mais l'Algérie reste sous domination française car elle est considérée comme département français.
 - Guy Mollet (SFIO) installe à Alger en 56 un gouverneur « libéral » que refusent les pieds noirs (français d'Algérie) et l'Armée française ; le FLN refuse le cessez le feu sans promesse d'indépendance => escalade de la violence qui nécessite l'envoi du « contingent » pour appuyer l'armée de métier.
- **13 mai 58** manifestation pour « l'Algérie française » à Alger. Le général Massu crée un « comité de salut public » dirigé par le général Salan. Il réclame De Gaulle au pouvoir !
- Le général De Gaulle dénonce l'impuissance du gouvernement. La crainte d'une guerre civile le ramène au pouvoir comme Président du conseil
- Tournée de De Gaulle en Algérie où il lance dans un grand discours « je vous ai compris » aux français d'Algérie qui l'applaudissent...
- Le 2 juin, l'assemblée l'autorise à préparer une nouvelle constitution. **C'est la fin de la 4° République.**